

DELIBERATION N°2022.08.09
SEANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL du 31 AOUT 2022

L'an Deux Mille Vingt-deux, le trente et un août, à 19 heures, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué en séance ordinaire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre REVERCHON, Maire.

Présents :

M REVERCHON, Mme REIX, M DECEUR, Mme ALLAIN-MONNIER, M ZWISLER, Mme CARANO, M PHULPIN, Mme SIMON, M JOLY, M PALTRINIERI, M COLAS, Mme EYSSERIC, M FAVIER, Mme COLLET, M CHAVET, Mme ROUX, M LAUMAIN, Mme RAMPON, M BERNON, Mme PAWLOWSKI, M CHUZEVILLE, M OZENFANT, M COLOMBIER, M ANDREO, M BRIZE, Mme JANODY.

Pouvoir :

Mme PIERI donne pouvoir à Mme RAMPON

Excusée : Mme SEGURA

Absente : Mme CHARVET

Date de Convocation du Conseil Municipal : 25 août 2022

Nombre de Conseillers : 29 En Exercice : 29 Présents : 26 Votants : 27

Mme REIX a été élue secrétaire de séance, à l'unanimité.

TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES – LIMITATION DE L'EXONERATION DE DEUX ANS

M le Maire expose les dispositions de l'article 1383 du code général des impôts permettant au conseil municipal de limiter l'exonération de 2 ans de taxe foncières en faveur des constructions nouvelles, additions de construction, reconstructions et conversions de bâtiments ruraux en logements, en ce qui concerne les immeubles à usage d'habitation.

Il précise que la délibération put toutefois limiter ces exonérations uniquement pour ceux de ces immeubles qui ne sont pas financés au moyen de prêts aidés par l'Etat prévus aux articles L301-1 à L.301-6 du code de la construction et de l'habitation ou de prêts conventionnés.

L'exposé du Maire entendu,

Vu l'article 1383 du code général des impôts,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Le Conseil :

- DECIDE de limiter l'exonération de deux ans de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des constructions nouvelles, additions de construction, reconstructions et conversions de bâtiments ruraux en logements, à **40%** de la base imposable en ce qui concerne tous les immeubles à usage d'habitation.

- CHARGE le maire de notifier cette décision aux services préfectoraux, pour être applicable dès le **1^{er} janvier 2023**.

Et ont signé sur le registre tous les membres présents.

Jassans-Riottier, le 31 août 2022

Jean-Pierre REVERCHON

Maire

